

La June (Ğ1), une monnaie libre pour une nouvelle économie

Pour comprendre pourquoi la June, monnaie libre créée en 2017, est un outil au service du collectif, il est important de saisir ce qu'est la monnaie, qui elle sert véritablement et en quoi elle est un outil d'asservissement des peuples dans sa forme actuelle.

On peut généralement considérer que la monnaie répond à trois fonctions principales : elle est un moyen d'échange, un système de mesure et elle sert aussi de réserve de valeur. Cette dernière est cependant plus sujette à caution. Car, de fait, cet usage de l'argent le transforme en objet de spéculation et de subordination d'un groupe d'individus sur le reste de la population.

Il est important de bien distinguer la monnaie centrale corporelle (billets et pièces) de la monnaie secondaire ou scripturale (monnaie sur nos comptes en banque). Les banques privées commerciales, qui sont les intermédiaires entre la Banque centrale (BCE en Europe, FED aux États-Unis, par exemple) et les particuliers, font commerce de la monnaie centrale. Nous avons l'illusion de croire que c'est l'État qui crée la monnaie au travers d'une Banque centrale. Mais en réalité, ce sont les banques commerciales privées qui ont ce privilège, par la monétisation des actifs détenus (conversion des actifs en nouvelle monnaie). Par la loi, les banques ont le monopole de la création monétaire en contrepartie d'une reconnaissance de dettes.

La monnaie sur nos comptes en banque est de la monnaie scripturale ou dite secondaire. Elle est créée *ex nihilo* au moyen des ordinateurs. Elle représente 95 % de la monnaie en circulation dans le monde. Contrairement aux idées reçues, il faut impérativement se convaincre de l'axiome suivant : ce sont les crédits qui font les dépôts et non les dépôts qui font les crédits. Il est donc impossible de réduire les volumes de crédits accordés, dans le monde, sans manquer de monnaie. Les crédits augmentent la masse monétaire, et, à l'inverse, les remboursements diminuent la monnaie disponible dans l'économie. Par conséquent, on a sans cesse besoin de créer des crédits pour rembourser les précédents et maintenir la masse monétaire nécessaire pour faire tourner l'économie.

Cela entraîne ainsi le monde dans une spirale infernale de productions, de consommations aux conséquences désastreuses notamment pour l'environnement et une dépendance de la population à une forme d'esclavage par la dette. Par contre, les intérêts générés par les crédits permettent aux banques et à leurs actionnaires d'acheter des moyens de production, de l'immobilier ou des actifs mobiliers.

LA FINANCIARISATION DE L'ÉCONOMIE

Cette course folle au profit a entraîné la financiarisation de l'économie et la domination du capital financier sur le capital productif. La rentabilité de ce dernier est faible et souvent lente à croître, en raison des contingences liées aux moyens de production, à l'engagement de la main-d'œuvre, etc. Pour compenser, les accapareurs financiers ont introduit des mécanismes spéculatifs, remplaçant l'argent gagné par les entreprises par l'argent emprunté de la dette, puis par l'argent de la fausse monnaie.

Dès le milieu des années 1960, sous l'effet du ralentissement de la croissance d'après-guerre, entraînant une baisse des profits, une épargne insuffisante et, avec comme corollaire, une chute des investissements productifs, le gel des salaires, ainsi qu'une montée du chômage, le monde de la finance a recouru à l'endettement massif et mis au point un appareil pour gérer ces dettes, les mobiliser et les disséminer, entraînant une dérégulation complète du système financier. Nous en avons atteint les limites.

LA DETTE MONDIALE

Au cœur du bel été 1971, le Président Richard Nixon mit fin à la convertibilité du dollar en or, donnant le coup de signal à la Réserve fédérale américaine (FED) pour imprimer des quantités illimitées de dollars, suivies ensuite par les autres banques centrales. Alors qu'il avait fallu quelques milliers d'années pour arriver à une dette

de 1.500 milliards jusque-là, depuis 1971, la dette mondiale a été multipliée par 200. Elle atteint désormais les 300.000 milliards de \$. On n'a jamais connu par le passé une crise de la dette mondiale de cette ampleur.

Concomitamment à la surchauffe du système financier, s'additionne, au passage, le risque majeur causé par les produits dérivés, ces instruments financiers hautement spéculatifs qui polluent de nombreux produits proposés par les banques aux investisseurs, comme les actions ETF, les fonds obligataires, les swaps de taux d'intérêt ou de change, les prêts hypothécaires, etc. la liste est infinie. Dissimulés dans les bilans des banques, personne n'a la moindre idée du montant réel de l'encours. Certains parlent de deux quadrillions de dollars, voire probablement plus. Bref, nous dansons sur un volcan qui risque à tout instant d'exploser.

L'INFLATION

Comme si la coupe n'était pas assez pleine, l'insidieuse inflation est réapparue ces deux dernières années, des deux côtés de l'Atlantique, atteignant un sommet inédit depuis près de quarante ans. L'inflation est un phénomène monétaire et son augmentation actuelle trouve directement sa source dans les impressions monétaires débridées, menées ces dernières années par les banques centrales.

Ces organismes se retrouvent dès lors confrontés à un cruel dilemme. Soit, les banques centrales continuent à maintenir leur taux d'intérêt bas et l'inflation continue sa course vers les sommets, soit elles décident de les réévaluer et dans ce cas, cela entraînera la déroute des marchés et le risque d'effondrement de toutes les bulles dont celle de l'immobilier. Le resserrement des politiques monétaires des banques centrales irait, en fait, totalement à rebours de ce qu'elles ont accompli ces vingt dernières années. En ce sens, l'inflation peut être considérée comme l'obstacle majeur à la financiarisation tous azimuts, en introduisant un paramètre politique.

Choix cornélien s'il en est. Car même si la lutte contre l'inflation, qui est une des missions premières des banques centrales, revenait, en fin de compte, à protéger le pouvoir d'achat des particuliers et la rentabilité des entreprises de l'économie réelle, plutôt que privilégier les marchés financiers. Hélas, le relèvement des taux affecte également les PME et les particuliers. Ces derniers vont avoir du mal à emprunter ou à rembourser leurs crédits.

Et comme si la situation n'était pas encore assez compliquée, en Europe, en particulier, la transition énergétique rendra impossible une hausse des taux d'intérêt à court et à long terme. La hausse des prix de l'énergie et les besoins en investissement nécessaires dans ce secteur vont considérablement contrarier la BCE. Tout resserrement de la politique monétaire risque donc de rester lettre morte et se limiter, comme toujours, à des effets d'annonce et de la communication.

ET COMME PAR HASARD, VINT LE COVID !

En septembre 2019, le système financier était en surchauffe et risquait déjà de s'effondrer. La situation était bien pire qu'en 2008, au moment de la crise des subprimes. Les banques centrales avaient besoin d'un alibi pour lâcher à nouveau les vannes financières et monétaires. Et comme par hasard, survint le Covid. Pour éviter une crise financière, monétaire et bancaire, les planches à billets des banques centrales ont déversé des dizaines de milliers de milliards de liquidités.

La crise sociale, politique, démocratique a donc été le prix à payer pour que nos élites évitent le krach du système qu'ils ont créé. Sachant que les événements risquaient de faire monter la colère populaire, la fausse pandémie permit de répandre la peur et de confiner les gens chez eux. L'étape suivante, pour sauver l'Empire, est d'obtenir les pleins pouvoirs, imposer des règles liberticides et un contrôle total de la population. Sans oublier de lancer la guerre de l'information en étouffant la presse indépendante.

L'EURO, UNE MONNAIE CONDAMNÉE À DISPARAÎTRE

Pour noircir encore un peu plus le tableau, la zone euro à laquelle nous sommes intégrés, est à bout de souffle. Nous allons bientôt probablement assister à la chronique d'une mort annoncée par au moins neuf Prix Nobel d'économie. Réunir dans une même zone monétaire des économies aussi différentes que celles de l'Europe du Nord et celles de l'Europe du Sud était une aberration. Dès le départ cette construction monétaire était bancal. Les échanges entre pays de la zone euro poussent les banques centrales nationales, qui existent toujours à la demande des Allemands, à générer des créances les unes envers les autres. Ce qui crée un endettement immense entre pays.

Inévitablement, trois scénarios sont envisageables et risquent tous de faire du grabuge : soit, les pays endettés remboursent leurs créances, en laminant leur propre population; soit, les pays créanciers enregistreront des pertes colossales qui devront être remboursées par l'épargne de leurs concitoyens; soit, une dévaluation des euros des pays débiteurs s'imposera et le système « 1€ d'un pays = 1€ d'un autre pays de la zone » disparaîtra. Ce sera donc la mort de l'euro.

Mais l'explosion de la zone euro risque même d'être imminente, en cas de nouveau refus de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe à propos de la légalité du PEPP (Pandemic Emergency Purchase Program) concocté par la BCE pour la relance des pays membres, affectés par la pandémie.

UNE LUEUR D'ESPOIR DANS UN MONDE SI SOMBRE

Face à un futur aussi peu engageant et des perspectives économiques dantesques, comment pouvez-vous nous protéger de l'Armageddon qui vient ?

En mars 2017 fut lancée une monnaie libre, nommée « June » (Ğ1), qui revient aux fondamentaux d'une monnaie, une simple unité d'échanges et de mesure et non un objet de spéculation. Sans dette et sans intérêt à rembourser, la monnaie June est créée en continu, à parts égales par tous ses membres. Ainsi, tant qu'il y a des êtres humains vivants, la création monétaire est générée. Elle n'a donc pas besoin de croissance, ni de course au profit pour exister. Chaque participant donne naissance, chaque jour, à un Dividende Universel (DU), égal pour tous.

La June est une monnaie totalement autonome et qui peut se développer en parallèle avec le système monétaire actuel. Elle vit sa propre vie et permet le développement d'une nouvelle économie, en huilant ses rouages. Elle est l'adjuvant qui permet l'émergence d'une nouvelle économie qui se construit à côté de l'autre, sans attendre son effondrement, au départ de la sphère locale. L'autonomie permet de créer un réceptacle, un espace de liberté pour créer des échanges économiques et sociaux entre citoyens. Elle les protège et assure de perpétuer et de garantir la satisfaction des besoins notamment essentiels, alors que tout s'écroule tout autour d'eux. Elle garantit à ceux qui ont perdu leur emploi, de retrouver aussitôt une activité rémunératrice pour assurer les besoins de leur famille. Elle permet de créer du lien social et facilite la reconstruction des individus en perte de sens et de repère. Elle est un instrument de cohésion sociale et rend sa dignité d'être humain à ceux qui ont été rejetés et bannis par le système en place. C'est aussi un havre pour tous ceux qui ne se sentent plus en harmonie avec la société actuelle et qui remettent en cause ses principes et sa logique suicidaire. C'est donc un instrument concret de résistance et de désobéissance. Reprendre sa souveraineté commence par l'indépendance monétaire. Se réapproprier la monnaie.

Bernard Van Damme
Pour plus d'infos sur la June : <https://monnaie-libre.fr>

VIDÉO :



[SOURCE](#)
(22-03-2021)